

Edito

Le CENS a cette année reçu quatre sociologues venant de Turquie, du Portugal, du Canada et d'Argentine. Nous nous réjouissons de ces rencontres autour d'intérêts de recherche communs du côté de la sociologie de l'enseignement supérieur, des migrations et des inégalités, dont nous avons aussi cherché à faire bénéficier nos étudiants de master et licence afin de susciter leur curiosité pour l'enquête à l'étranger et de leur donner des repères concernant la diversité nationale des pratiques de la sociologie. Nous remercions tous ceux qui ont œuvré à l'accueil de ces chercheur-e-s et notamment Johanne Palomba qui a pris en charge de nombreuses opérations administratives. Nous souhaitons que ces invitations se pérennisent en réunissant toutes les conditions pour qu'elles débouchent sur des collaborations de recherche fructueuses. Nouvelle injonction de nos tutelles, l'internationalisation peut constituer un enrichissement tout autant qu'un piège, à la condition qu'elle ne s'accompagne pas d'une diminution de la qualité de la production scientifique du fait que seraient par exemple privilégiés le recours exclusif à de larges bases de données quantitatives mondialisées contournant l'impératif d'historicisation ou de l'usage d'un anglais appauvri ne permettant que des échanges fictifs. Les spécificités de la sociologie en termes d'épistémologie et de rythmes de production de la recherche rendent son internationalisation compliquée. La bonne façon de la mettre en œuvre reste à inventer et nous espérons pouvoir continuer d'y réfléchir ensemble lors d'un colloque international francophone « Penser les frontières, passer les frontières » organisé en décembre 2019 par le CENS et l'AISLF, avec l'appui d'Alliance Europa. Ne devrait-on pas chercher à penser tout à la fois l'internationalisation et les effets de nos pratiques professionnelles sur l'environnement, ainsi qu'y invite le collectif **Labos1point5** fondé en mars dernier, que des laboratoires de Nantes Université pourraient peut-être rejoindre ?

Marie Cartier, Baptiste Viaud

Sommaire

Actualités sensationnelles

- Projet ELUAR, état d'avancement..... p. 2
Workshop "Nationalités multiples, appartenances plurielles ?" p. 2

Interview d'Yves Gingras p. 3

Publications et Agenda p. 4

Publications

Sylvain Dufraisse

Les héros du sport. Une histoire des champions soviétiques (années 1930-années 1980), Ceyzerieu, Champ Vallon, 2019, 328 p.

Athlète d'État, dopage omniprésent, tutelle pesante du KGB... La liste des croyances collectives sur le sport soviétique est bien ancrée dans les mémoires.

Cet ouvrage, le premier en français sur ce sujet, éclaire à partir de sources inédites le processus de fabrication des champions en URSS et leurs conditions sociales d'existence. Les « héros du sport », incarnations du régime dans les stades au moment de la Guerre froide, ont été pour les Soviétiques des figures qui ont donné corps à la patrie et à ses succès. Ils eurent à démontrer par leurs performances la capacité à « rattraper et dépasser » les États capitalistes et à réaliser des « hommes nouveaux ». Loin de n'être qu'une machine à broyer les vies, le sport s'est avéré aussi un moyen de faire partie des promus du régime.

Comité éditorial

Directrice, directeur de publication

Marie Cartier, Baptiste Viaud

Comité de rédaction

Marie Arbelot, Marie Charvet, Sophie Orange, Johanna Rousseau

Secrétaire de rédaction et réalisation

Laurence Tual-Micheli

Contributions à ce numéro

Marie David, Karine Lamarche, Rémy Le Saout

CENS

Chemin de la Censive du Tertre
44312 NANTES Cedex 3
cens@univ-nantes.fr

www.cens.univ-nantes.fr



UNIVERSITÉ DE NANTES





Projet ANR ELUAR

Le projet ELUAR (les élus et l'argent), financé pour trois ans par l'ANR, est arrivé à mi-parcours. Coordonnée par Rémy Le Saout, la recherche, qui réunit des sociologues, des politistes, des historiens et des juristes de huit laboratoires français, s'intéresse aux conditions d'indemnisation des mandats électifs et à leur rôle dans le processus de professionnalisation des élus.

Premier aboutissement du travail autour d'un des axes du projet, un ouvrage sur *La rémunération du travail politique en Europe* vient de paraître. Dirigé par Rémy Le Saout, avec la collaboration de Johanna Rousseau, ingénieure d'étude du projet ELUAR au CENS, il rassemble les contributions de 32 chercheurs européens. Un autre ouvrage, également placé sous la direction de Rémy Le Saout, est en préparation avec comme titre provisoire *La politique rémunérée. L'indemnisation de l'activité politique en France du XIXe à nos jours*. Mobilisant sept chercheurs (historiens, politistes et sociologues), il aborde dans une perspective socio-historique le travail de codification des indemnités des mandats nationaux et locaux.

Enfin, dans l'objectif de préparer un numéro de revue, différentes enquêtes qualitatives ont été menées : enquêtes sur l'association Anticor (qui lutte contre la corruption et pour l'éthique en politique) et sur le FONPEL (Fond de retraite pour les élus locaux), ainsi qu'une campagne d'entretiens auprès d'élus sur les conditions matérielles d'exercice des mandats. En complément de ce travail de recueil de données qualitatives, une enquête statistique a été réalisée auprès d'un échantillon de près de 4 000 élus. Outre les séminaires de recherche adossés au programme, deux colloques ont été organisés. Le premier, consacré principalement au volet juridique du projet, s'est tenu à Paris en octobre 2018 (*Transparence et déontologie parlementaire*). Le second, plus axé sur des questionnements sociologiques, s'est déroulé en février 2019 à Lyon (*La rémunération des élus sous surveillance*).

Le 19 septembre 2019, un troisième colloque aura lieu au Sénat. Cette manifestation permettra de rendre compte des principaux résultats de l'ANR ELUAR et de les discuter avec des parlementaires. Il est enfin prévu un dernier colloque en juin 2020, dont l'objectif est de présenter les travaux finalisés et d'ouvrir de nouvelles perspectives de recherche dans le cadre d'une sociologie des conditions d'exercice des mandats politiques.

Le carnet de recherche hypothèses du projet, accessible à l'adresse <https://eluar.hypotheses.org/> permet de suivre les actualités d'ELUAR ainsi que des travaux autour de la rémunération des élus.



Rémy Le Saout

La rémunération du travail politique en Europe, Paris, Berger-Levrault, 2019, 390 p.

Partant du constat d'un déficit d'information sur la question de la rémunération des élus, l'ouvrage, qui mobilise 32 auteurs, a pour objectif d'apporter des connaissances sur la distribution des postes politiques dans les pays européens et sur leurs modalités de rémunération. Plus précisément, cet ouvrage permet, par des jeux de comparaison, de situer le cas français en répondant aux questions suivantes : Quelles sont les modalités d'accès aux fonctions politiques dans différents pays européens ? Comment ces postes se distribuent-ils (en effectifs) ? Quels sont les modalités et les niveaux de rémunération ? Existe-t-il des systèmes de sécurisation des carrières politiques et sous quelles formes (retraite, indemnité chômage, etc.) ? Quels sont les principaux enjeux qui structurent les débats autour de la question de la rémunération des élus dans différents pays européens ? L'ouvrage est composé d'un chapitre par pays, tous suivant un mode d'exposition identique : l'organisation et la distribution des fonctions politiques, l'indemnisation des élus, et enfin le traitement d'une question saillante (en France, cumul des mandats ; dans d'autres pays, corruption, etc.), l'idée étant que le ou les auteurs choisissent une question qui semble centrale pour comprendre l'état de la rémunération des élus dans le pays dont ils traitent.

Workshop « Nationalités multiples, appartenances plurielles ? »

Les 26 et 27 septembre 2019, Fanny Jedlicki et Karine Lamarche organisent un workshop sur le thème « Nationalités multiples, appartenances plurielles ? » financé par le CPER DI2L2S.



Il rassemblera une douzaine de chercheur/se-s français-es et étranger-e-s travaillant sur différentes modalités d'accès à la double nationalité et sur les usages sociaux qui en sont faits. Le workshop sera clôturé par une conférence publique intitulée : « Dénaturalisation et déchéance de nationalité : perspectives historiques et juridiques ». À cette occasion, l'historienne Claire Zalc présentera son ouvrage *Dénaturalisés. Les retraits de la nationalité sous Vichy* (Seuil, 2016) et le juriste Jules Lepoutre interviendra sur le thème « Le XXIe siècle verra-t-il la fin de la déchéance de nationalité ? ». Cette double conférence aura lieu le 27 septembre, de 16 heures à 18 heures dans l'amphithéâtre de la MSH Ange Guépin.

Interview d'Yves Gingras par Marie David

Deux questions à Yves Gingras, qui, le 23 mai 2019, a donné au CENS une conférence intitulée « la résilience des disciplines » dans le cadre du séminaire *Penser l'interdisciplinarité en sciences sociales*.



Y. Gingras est sociologue et historien des sciences, professeur à l'UQAM (Montréal) et membre du Centre inter-universitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST). Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont :

Histoire des sciences, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 2018.

Sociologie des sciences, Paris, PUF, (1re éd. 2013), « Que sais-je ? », 2017.

L'impossible dialogue. Sciences et religions, Paris, PUF, 2016.

Q En quoi histoire et sociologie des sciences sont-elles complémentaires ?

R Les réflexions sociologiques sur le développement des sciences peuvent avoir deux sources : les pratiques contemporaines ou l'analyse des pratiques passées. Dans le premier cas, on peut penser à des études classiques de physiciens comme Fred Reif et son article sur « le monde compétitif de la science pure » (1961, *Science*), qui montre que la recherche du prestige engendre un conflit entre les buts de la science et ceux du savant. C'est aussi un physicien de formation, Thomas Kuhn, qui met au point les concepts de « science normale » et de « paradigme » en analysant le développement scientifique depuis le XVIIe siècle et l'idée de révolutions scientifiques. Je crois que les physiciens ont été les plus réflexifs sur le contexte social de leurs pratiques au cours des années 1960 et 1970. Pensons en France à Jean-Marc Lévy-Leblond, co-auteur d'*Auto-critique de la science*, et, dans le monde anglo-saxon, à Andrew Pickering, qui montre en 1984, dans *Constructing Quarks*, que même la physique la plus avancée est liée à des intérêts sociaux.

On déplore souvent le peu d'intérêt de cette sociologie des sciences pour l'analyse des sciences sociales. Cela s'explique par la visée critique de cette sociologie dans les années 60-80. Montrer que les objets des sciences sociales sont « socialement construits » n'aurait pas été vraiment contesté tant cela est considéré évident. Par contre, montrer que le contenu des sciences les plus « dures » est lui aussi déterminé socialement était contre-intuitif et appelé à faire scandale. Pour vraiment faire effet, il fallait donc s'attaquer au cas le plus difficile et non au plus facile. Par exemple, les études sur les controverses sont beaucoup plus nombreuses

sur les sciences de la nature qu'en sciences humaines et sociales.

Q Quels éclairages sur les transformations contemporaines de l'enseignement supérieur et de la recherche ces spécialités apportent-elles ?

R L'analyse socio-historique des institutions scientifiques permet à mon avis de comprendre la situation actuelle en France concernant les réformes encore en cours des universités. On ne peut saisir le sens des réformes lancées depuis une douzaine d'années sans rappeler la centralité dans le monde anglo-saxon du modèle de l'université humboldtienne incarné par l'université de Berlin créée en 1810 et qui unifie enseignement et recherche, pratiques jusque-là séparées et relevant d'institutions distinctes (l'université pour l'enseignement et l'académie des sciences pour la recherche). Dès 1870, Pasteur disait que l'Allemagne avait gagné la guerre grâce à ses laboratoires de recherche universitaire. Mais alors que le modèle allemand a été repris et adapté par les universités américaines et plus généralement anglo-saxonnes, dans le dernier quart du XIXe siècle, la France a plutôt décidé de confier la recherche au CNRS. La réforme actuelle vise donc à tenter de redonner aux universités un rôle de premier plan en matière de recherche, réactivant ainsi le modèle humboldtien.

La sociologie des sciences s'intéresse aussi à la rhétorique scientifique. On observe aujourd'hui dans les universités un usage démultiplié de la rhétorique pour promouvoir les thèmes à la mode : excellence, interdisciplinarité, internationalisation et même « co-construction » des savoirs. Les sociologues confrontent ces discours à la pratique des sciences. L'interdisciplinarité réelle ne se décrète pas et dépend des objets étudiés, ainsi que des obstacles institutionnels et intellectuels. De même, le niveau d'internationalisation et la forme spécifique qu'elle prend ne sont pas les mêmes en physique, en sociologie ou en histoire car les objets sociaux sont souvent locaux alors que les électrons et les galaxies ne le sont pas ! Les chercheurs n'ont pas attendu la rhétorique de l'internationalisation pour travailler au-delà des frontières nationales. Enfin la rhétorique de la « co-construction » cache souvent une façon pour les scientifiques de contrôler le discours des sciences sociales en masquant les possibles conflits d'intérêts, comme cela est patent dans l'excitation actuelle autour de « l'éthique de l'intelligence artificielle ». Il faut donc mesurer ce que ces idées apparemment généreuses peuvent signifier pour l'autonomie de la recherche en sciences sociales. La sociologie des sciences a plus à défendre son autonomie que l'histoire des sciences qui l'a acquise depuis un certain temps.

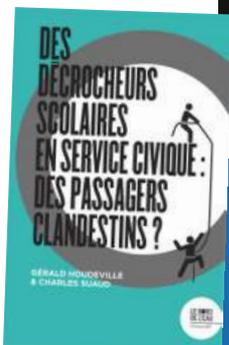
Publications

Gérald Houdeville et Charles Suaud

Des décrocheurs en service civique : des passagers clandestins ?, Lormont, Le bord de l'eau, 2019, 228 p.

En envisageant le service civique comme temps de reconstruction de jeunes en décrochage scolaire, le livre interroge à la fois ce dispositif et les processus de décrochage scolaire. Quelles sont les conditions pour que le service civique accorde vraiment une place à tous les jeunes sans qu'aucun ne puisse se vivre comme « passager clandestin » ?

Le service civique fait aujourd'hui figure de dispositif d'État supposé posséder la capacité de mobiliser la jeunesse et de l'ancrer dans les valeurs de la République. Réaffirmé comme universel en 2015 aux lendemains des attentats, le service civique tend à traiter les jeunes comme s'ils étaient tous également en mesure de répondre à cet appel. Le présent ouvrage démontre le contraire. Il repose sur une enquête par entretiens menés auprès de jeunes, en situation de décrochage scolaire (des années collègue aux premières années de l'enseignement supérieur), au cours de leur service civique. À écouter les jeunes, on comprend que s'engager de façon désintéressée au profit du vivre ensemble, dans des missions d'intérêt général, tel que l'envisagent les responsables du service civique, s'avère inégalement accessible. Dans les faits, le service civique donne lieu à des formes d'appropriation variées qui sont les fruits des parcours des jeunes, des ressources et des intérêts qui en ont résulté.



Publications

Arnaud Sébilleau, Ludovic Martel

Les sports de nature comme actions publiques - Regards croisés d'experts et d'analystes, Voiron, Territorial Editions, Collection Presses Universitaires du Sport, 2019, 274 p.

Associés à une demande croissante en matière de « loisirs », de « tourisme sportif », de « plein air », les « sports de nature » sont l'objet d'initiatives et d'actions publiques qui visent à promouvoir et à maîtriser leur diffusion sur les territoires. Qui s'empare de ces problématiques et qui les constitue comme telles ? Comment le font-ils ? Enfin, quels sont les incidences potentielles et les effets de leurs propositions et décisions ? Destiné à tous ceux qui souhaitent à la fois s'inspirer d'actions existantes et se doter d'un recul réflexif sur les enjeux et effets de la problématisation publique des « sports de nature », cet ouvrage concilie analyses universitaires (de sociologues, historiens, géographes, juristes) et visions des experts de la définition et de la mise en oeuvre des politiques en matière d'usages récréatifs de nature. Cette double approche, qui tout à la fois rend compte des dernières avancées institutionnelles et politiques de l'action publique en faveur des « sports de nature » et propose d'en saisir les conditions sociales et historiques de possibilité, permet à qui en fait l'effort de concilier lectures croyantes et distanciées de ce qu'est ou devrait être une politique « sportive » et « territoriale » éclairée.



Chapitres d'ouvrages

Dussuet A., « **Travailleur-se-s du care** », in Bureau M.-C., Corsani A., Giraud O., Rey F. (dir.), **Les zones grises des relations de travail et d'emploi - Un dictionnaire sociologique**, Buenos Aires, TeseoPress, 2019, pp. 601-612.
<https://www.teseopress.com/dictionnaire/chapter/221/>

Dussuet A., « **Intimité des personnes âgées et travail des aidant-e-s** », in Jean M., Dutier A. (dir.), **L'intimité menacée ?**, Toulouse, Erès, 2019, pp. 223-242.

Menoux T., "Politics of Care in the Luxury Hospitality Industry: Hotel Concerges and the Reconfiguration of Care Gendering" in **Care: Praktiken und Politiken der Fürsorge: Ethnographische und geschlechtertheoretische Perspektiven**, édité par Beate Binder et al., Verlag Barbara Budrich, 2018, pp. 177-190.

Roinsard N., « **Fractures sociales à Mayotte. Les défis de la départementalisation dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités** », in Dupont-Lassale J., Hermet F., Ralsler E. (dir.), **La départementalisation de Mayotte. Un premier bilan juridique et économique**, Paris, L'Harmattan, 2019, pp. 105-128.

Sébilleau A., Martel L., « **Les légitimités politiques à l'épreuve des aires marines protégées : le cas des usages récréatifs de la nature et de leurs représentants** », in Sébilleau A., Martel L., **Les sports de nature comme actions publiques – Regards croisés d'experts et d'analystes**, Voiron, Territorial Editions, Collection Presses Universitaires du Sport, 2019, pp. 192-219.

Slimani H., « **Du canoë-kayak sportif à l'embarcation touristique. Disqualification et légitimation politiques d'une pratique récréative de nature** », in Sébilleau A., Martel L., **Les sports de nature comme actions publiques – Regards croisés d'experts et d'analystes**, Voiron, Territorial Editions, Collection Presses Universitaires du Sport, 2019, pp. 253-365.

Suaud C., « **Entre tradition, déchristianisation et sécularisation : les églises au défi du changement** » in Chavardès B., Dufieux P. (dir.), **L'avenir des églises. État des lieux, stratégies et programmes de reconversion**, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2019, pp. 59-67.

Articles dans des revues à comité de lecture

Auzuret C., « **S'en sortir...** », *Revue Place publique* - Nantes-Saint-Nazaire, n° 70, avril 2019, pp. 36-40.

Cartier M., Avril C., « **Care, genre et migration. Pour une sociologie contextualisée des travailleuses domestiques dans la mondialisation** », *Genèses*, vol. 114, n° 1, 2019, pp. 134-152.

David Marie, « **Le travail collectif de définition des savoirs par les enseignants de physique, de chimie et de sociologie à l'université** », *Revue d'anthropologie des connaissances*, n°1, vol. 13, 2019, pp. 195-224.

Delmas C., « **Les notaires, le genre d'une profession à patrimoine** », *Travail, Genre et Sociétés*, n° 41, avril 2019, pp. 127-145.

Lafarge G., « **L'institutionnalisation d'un incerti loci. Le champ journalistique et l'espace des écoles de journalisme** », *Savoir/Agir*, n° 46, décembre 2018, pp. 17-25.

Lermusiaux A., « **Les rouages de l'orientation des lycéennes vers les filières scientifiques** », *Initio*, Varia n° 7, hiver 2019, pp. 26-46. https://www.initio.fse.ulaval.ca/en_cours/

David Marion, "The Moral and Political Stakes of Health Issues in the Regulation of Prostitution (the Cases of Belgium and France)", *Sexuality Research and Social Policy* (Special issue on Sexual Commerce: Troubling Meanings, Policies, and Practices), vol. 16, Issue 2, June 2019, pp. 201-213.

Menoux T., « **L'étoffe d'un concierge. Socialisation vestimentaire et ajustement masculins au service du luxe** », *Travail, Genre et Sociétés*, n° 41, avril 2019, pp. 47-65.

Morel S., "Inequalities and discriminations in access to emergency care. Ethnographies of three healthcare structures and their audiences", *Social Science & Medicine*, Vol. 232, Juillet 2019, pp. 25-32,
<https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2019.04.028>.

Roinsard N., « **Une jeunesse en insécurité** », *Plein Droit*, dossier « Mayotte à la dérive », n° 120, 2019, pp. 32-35.

Roinsard N., Blanchy S., Riccio D., Sakoyan J., « **Mayotte : de quoi la violence est-elle le nom ?** », *Plein Droit*, dossier « Mayotte à la dérive », n° 120, 2019, pp. 12-15.

Direction d'un numéro de revue

David Marion et Guienne Véronique, « **Savoirs expérientiels et normes collectives d'automédication** », *Anthropologie & Santé*, n° 18, mai 2019.



Agenda

Colloques, journées d'études, séminaires

20 juin 2019

Enquêtes en tous genres, Salle du CENS (T237), Bâtiment Tertre

20 et 21 juin 2019

XXVèmes Journées du Longitudinal, Faculté de Droit et de Sciences politiques et Cité des Congrès de Nantes

28 et 29 juin 2019

Les journées du CENS, Pénestin

26 et 27 septembre 2019

Workshop **Nationalités multiples, appartenances plurielles ?**

12 et 13 décembre 2019

Colloque international AISLF, **Penser les frontières, passer les frontières**